

# ArcelorMittal : Montebourg à Florange, scénario de reprise évoqué

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 27.09.2012 à 06h47 • Mis à jour le 27.09.2012 à 10h52



L'annonce redoutée par les syndicalistes pourrait intervenir dès lundi matin lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire convoqué au siège français du groupe à Saint-Denis. | AFP/JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN

Le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, se rend jeudi 27 septembre à Florange (Moselle) à la demande des salariés de l'aciérie ArcelorMittal, inquiets pour l'avenir des deux hauts-fourneaux du site, dont l'arrêt définitif pourrait être annoncé lundi 1<sup>er</sup> octobre par la direction.

Selon *Libération* ([http://www.liberation.fr/economie/2012/09/26/le-plan-de-l-etat-pour-florange\\_849170](http://www.liberation.fr/economie/2012/09/26/le-plan-de-l-etat-pour-florange_849170)), le sidérurgiste luxembourgeois a d'ores et déjà confirmé au gouvernement sa décision de fermer les deux unités menacées. Mais, toujours selon le journal, qui ne cite pas ses sources, l'Etat travaille à un projet de reprise pour un euro symbolique. ArcelorMittal accorderait un délai de "plusieurs mois" pendant lequel l'Etat serait chargé de trouver un repreneur pour la "filière chaude", le géant de l'acier gardant lui la "filière froide" de transformation du métal produit localement.

ArcelorMittal, dont un autre site européen, celui de Liège, en Belgique, est également menacé de fermeture, n'a pas commenté l'information. Le ministère du redressement productif a confirmé de son côté à l'agence d'information Reuters la tenue de négociations avec le sidérurgiste "pour garantir l'avenir industriel de la totalité du site" de Florange. "Les négociations ont commencé il y a trois semaines", a indiqué une porte-parole, qui n'a toutefois pas précisé si l'enjeu en était la reprise de Florange.

## "PAS VRAIMENT SURPRIS"

L'annonce redoutée par les syndicalistes pourrait intervenir dès lundi matin, lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire convoqué au siège français du groupe, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). L'ordre du jour ne comporte qu'un seul point : "Information sur la situation économique et industrielle d'Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine."

**Lire : [Après sept mois de conflit, les métallos de Florange bientôt fixés sur leur sort](http://www.liberation.fr/economie/2012/09/26/ultimes-negociations-pour-trouver-une-solution-au-conflit-social-a-florange_1765805_3234.html)** ([economie/article/2012/09/26/ultimes-negociations-pour-trouver-une-solution-au-conflit-social-a-florange\\_1765805\\_3234.html](http://www.liberation.fr/economie/2012/09/26/ultimes-negociations-pour-trouver-une-solution-au-conflit-social-a-florange_1765805_3234.html))

Les syndicats se sont montrés prudents après les annonces de *Libération*. "Il est urgent d'attendre et d'écouter ce qu'a à nous dire Arnaud Montebourg", a déclaré Walter Broccoli, responsable syndical FO. "Je ne sais pas où *Libération* a eu son info, mais ça fait un an que nous disons que les hauts-fourneaux risquent de fermer, et personne ne nous croyait. On n'est pas

*vraiment surpris, mais il faut voir si Arnaud Montebourg confirme ou infirme, a renchéri un responsable CFDT, Jacques Minet. Tant que la nouvelle n'est pas tombée, on est encore dans l'espoir."*

*"Pendant l'été, ses conseillers nous disaient qu'il viendrait uniquement s'il avait des choses positives à annoncer, a commenté un des responsables CFDT de l'aciérie mosellane, Edouard Martin, après la confirmation de la venue du ministre en Lorraine. Alors on espère qu'il a quelque chose dans sa besace", a-t-il expliqué, soulignant que "s'il n'avait rien à nous dire, ce serait un suicide politique". Le député PS mosellan Michel Liebgott a pour sa part annoncé sur son site Internet une rencontre entre le chef de l'Etat et le patron d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, vendredi à Paris.*

## **UNE ACIÉRIE "VIABLE"**

Le haut-fourneau P3 est à l'arrêt depuis l'été 2011 et le P6, alors le dernier en activité en Lorraine, depuis octobre 2011. ArcelorMittal assure qu'ils n'ont été mis qu'en veille temporaire en raison d'une demande insuffisante d'acier en Europe. Cet arrêt entraîne du chômage partiel massif pour une grande partie des 2 500 salariés permanents du site et pèse sur les nombreux sous-traitants. La filière liquide (la production d'acier à partir de minerai de fer et de coke) représente *"570 emplois directs, mais c'est une activité avec laquelle le groupe a beaucoup sous-traité : en tout, cela concerne 1 000 emplois impactés"*, a souligné M. Martin.

Le 10 septembre, la direction d'ArcelorMittal a refusé de démentir la possibilité d'un plan social pour le site mosellan, après avoir annoncé au début de juillet qu'il projetait *"une optimisation des fonctions support"* de son activité d'aciers plats en Europe, ce que les syndicats ont interprété comme la menace de milliers de suppressions d'emplois.

M. Montebourg avait rencontré les dirigeants d'ArcelorMittal le 30 août, au sujet du rapport d'une mission d'expertise dirigée par Pascal Faure, remis à la fin de juillet et qui concluait à la viabilité de Florange. Le groupe ArcelorMittal avait alors *"réaffirmé son engagement vis-à-vis de la France, qui reste un pays stratégique pour le groupe"*.

A Florange, les syndicats ont engagé depuis février un bras de fer avec la direction, recourant à des occupations de locaux, des blocages du site ou des manifestations en Lorraine ou à Paris. En mars, le président Nicolas Sarkozy avait annoncé un investissement de 17 millions d'euros d'ArcelorMittal à Florange, notamment pour faire redémarrer le P6 au deuxième semestre 2012.